



Global Sumud Flotilla, un deuxième bateau attaqué par drone à peine 24 heures après le premier assaut

Description

La flottille devait s'élancer des eaux tunisiennes vers Gaza hier mais a subi deux attaques de drone en deux nuits. Les organisateurs de la Global Sumud Flotilla dénoncent des tentatives d'intimidation de la part de l'Etat israélien, alors que des dizaines de bateaux amarrés au large de Sidi Bou Saïd en Tunisie doivent mettre les voiles vers les côtes gazaouies un moment à l'autre.

Par l'Agence Média Palestine, le 11 septembre 2025.

art

Global Sumud Flotilla :

**un deuxième bateau
attaqué par drone à
peine 24 heures après
le premier assaut**

Dans la nuit de mardi Ã mercredi, une nouvelle explosion retentit sur le pont d'Alma, dans les eaux tunisiennes. [A peine 24 heures aprÃs le largage d'un engin incendiaire sur le Family](#), navire directeur de l'expÃdition, la Global Sumud Flotilla (GSF) est de nouveau visÃe par une attaque de drone. La flotte est toujours stationnÃe dans les eaux tunisiennes depuis l'arrivÃe dimanche dernier de nombreux bateaux partis de Barcelone et GÃnes.

Les attaques visaient Ã nous intimider et Ã nous dissuader?

Cette fois-ci, l'attaque de drone a touchÃ Alma, un bateau membre de la GSF sous pavillon britannique, *une tentative orchestrÃe pour distraire et faire dÃrailler notre mission*, a dÃnoncÃ le mouvement dans un communiquÃ publiÃ peu aprÃs que les faits ont eu lieu. L'engin aurait dÃclenchÃ un feu sur le pont principal de l'embarcation. L'incendie a ÃtÃ rapidement maÃtrisÃ et tous les membres de l'Ãquipage du bateau sont sains et saufs.

Pour Melanie Schweizer, avocate allemande et membre du comitÃ d'organisation de la GSF, ces attaques reprÃsentent *une violation de la loi internationale maritime*. Sur son compte X, elle a qualifiÃ ces agressions de terroristes : *Selon le droit europÃen, les infractions terroristes sont des actes commis dans le but : d'intimider gravement une population, de contraindre indÃmment un gouvernement ou une organisation internationale Ã accomplir ou Ã s'abstenir d'accomplir un acte.*

Francesca Albanese, la rapporteuse spÃciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupÃs, a condamnÃ fermement ces attaques de drone, et mis en avant de nouvelles pistes pour Ãclairer cette seconde attaque : *Selon des sources expertes, il s'agirait d'une grenade incendiaire enveloppÃe dans du plastique imbibÃ de carburant, qui aurait pu Ãtre allumÃe avant d'atterrir sur le navire.*

Les autoritÃs tunisiennes tergiversent

Au lendemain de la premiÃre attaque ayant touchÃ la GSF, les autoritÃs tunisiennes s'Ãtaient empressÃes de dÃmentir l'origine criminelle de l'incendie sur le Family. Ces derniÃres ont d'abord mis en avant le caractÃre accidentel de ce feu, allant jusqu'Ã parler d'un mÃgot restÃ allumÃ qui aurait ensuite provoquÃ l'embrasement du bateau. Des allÃgations qui avaient provoquÃ la colÃre de l'Ãquipage et d'une partie de la sociÃtÃ civile tunisienne. Le ComitÃ pour le respect des libertÃs et des droits de l'homme en Tunisie a ainsi publiÃ un communiquÃ pour dÃnoncer *l'incapacitÃ des autoritÃs Ã gÃrer ces faits avec transparence n'est rien d'autre qu'un nouvel aveu des limites de la dÃmagogie et de l'autoritarisme*.

Comme un aveu de cette langue de bois du gouvernement tunisien, les autoritÃs du pays ont finalement changÃ d'avis hier, au lendemain de la seconde attaque sur la GSF. Le ministÃre de l'intÃrieur tunisien a ainsi condamnÃ via un communiquÃ *une aggression prÃmÃditÃe* ayant visÃ la flottille. A peine 24 heures plus tÃt, ces mÃmes autoritÃs dÃnonÃaient pourtant la mise en cause de drones israÃliens comme *d'origine de fondement*. D'Ãsormais, le discours est tout autre, le ministÃre de l'intÃrieur mÃne l'enquÃte pour que *l'opinion publique, pas seulement en Tunisie mais dans le monde entier, soit informÃe de l'identitÃ de ceux ayant planifiÃ l'attaque, des complices et des*

exécuteurs de cette agression?

Si les autorités tunisiennes se refusent à nommer les responsables de ces attaques, pour Ghassen Henchiri, un des organisateurs du convoi, l'identité du coupable ne fait guère de doute : *« Les autorités sont libres de nommer ou pas le coupable. Nous, on dit que personne dans le monde à part Israël n'a intérêt à nuire à la flottille »*.

Des objectifs toujours clairs

Malgré ces tentatives d'intimidations répétées, les organisateurs de la GSF assurent, *« ces attaques ne causent absolument aucun changement à notre détermination »*, des mots de Saif Abukeshk, activiste palestinien membre de la GSF. *« Il y a des gens blessés, il n'y a aucune maison intacte à Gaza, ces crimes sont ceux sur lesquels nous devons rester concentrés. C'est très important qu'on ait autant de gens qui viennent du monde entier pour apporter leur soutien à cette cause, mais c'est ce fait qu'il faut garder en tête : nous sommes en solidarité avec les Palestiniens. Le focus doit être mis sur le génocide à Gaza, sur les crimes commis par l'Etat israélien »*.

Un avis partagé par la militante Greta Thunberg, qui joue un rôle important dans l'organisation de la GSF : *« Juste en face, de l'autre côté de l'eau, un génocide est en cours, une famine massive. Gardez les yeux sur Gaza »,* a-t-elle déclaré.

Plusieurs députés français font partie de la GSF, à l'instar de Thomas Portes (LFI), qui s'est exprimé lui-aussi suite à ces attaques : *« Rien ne nous fera céder, demain nous prendrons la mer pour briser le blocus à Gaza »*.

Le soutien de la communauté internationale

Si les autorités tunisiennes ont tardé à dénoncer ces attaques sur la GSF, 21 experts de l'ONU ont rapidement apporté leur soutien aux membres de la flotte dans un communiqué officiel publié sur le site des Nations Unies le mardi 9 septembre : *« Toute tentative visant à bloquer la flottille constituerait une grave violation du droit international et des principes humanitaires »*.

Ils ont également rappelé que cette action citoyenne voyait le jour uniquement pour pallier l'inaction de nombreux pays qui ont décidé de laisser faire ou d'aller jusqu'à entraver le fonctionnement des institutions garantes du droit international plutôt que d'agir concrètement au travers de la mise en place de sanctions ou pressions de diverses formes : *« Les militants de la société civile ne seraient pas contraints de risquer leur vie en mer si l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité avaient pris des mesures décisives pour garantir l'acheminement sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à Gaza »*.

La déclaration de ces experts est conclue sur un rappel lancinant du devoir de tous les Etats de tout mettre en place pour mettre un terme au blocage de l'aide humanitaire qui a plongé la bande de Gaza dans la famine : *« Les États doivent clairement faire savoir qu'ils ne toléreront pas qu'Israël bloque l'aide humanitaire destinée à une population confrontée à la famine et au génocide. Ils doivent faire pression sur Israël pour qu'ilève immédiatement son blocus étouffant et autorise l'acheminement de l'aide à travers tous les points de passage vers Gaza »*. Dès après les derniers chiffres du ministère de la Santé de l'enclave palestinienne

publié hier, 404 Palestiniens sont morts de faim depuis le 7 octobre 2023.

date créée
2025/09/11